

vient cueillir les militants, les tient enfermés quelques heures, interdit pointages, réunions, manifestations, et le tour est joué. Rien n'a été prévu en fait d'« auto-défense », aucune résistance n'est ébauchée. Pourquoi, dans ces conditions, la bourgeoisie se gênerait-elle? Ce ne sont pas les protestations (?) de la Ligue des Droits de l'Homme, n'est-ce pas, qui y changeront quelque chose?

La bourgeoisie a profité de l'occasion pour effectuer, en vue des combats futurs, une expérience de répression « préventive » : la raison d'Etat de la classe dirigeante s'est montrée ici dans toute sa cynique nudité. Plus même de prétexte! Elle en est venue à des provocations policières qui égalent celles des plus beaux jours de l'Empire. Semblables provocations ont, à Berlin, fait couler le sang ouvrier; elles auraient eu ici le même résultat si elles avaient rencontré des masses actives, solidaires de leurs dirigeants. Ce mépris affiché de la bourgeoisie pour sa propre légalité, pour ces « libertés publiques » conquises au prix de trois révolutions, montre avec un relief saisissant le peu de cas que le capital entend faire de la « démocratie », chaque fois qu'elle peut gêner ses desseins. Les libertés bourgeoises, elles-mêmes, selon l'expression de Marx, menacent et attaquent la domination de classe de la bourgeoisie, elles portent en elles un ferment révolutionnaire, elles sont devenues séditionnelles, « socialistes ». De là, pour les communistes, l'importance de leur maintien, la nécessité de lutter vigoureusement contre toute « illégalité ». Le Parti ne l'a pas compris, il se figure que lutter pour les libertés démocratiques, c'est faire œuvre de démocrates bourgeois! Ou, plutôt, ses fonctionnaires ne se sentent pas assez sûrs de leur vertu : ils préfèrent garder les distances avec la démocratie bourgeoise, de peur d'y rester englués. Ils laisseront passer le « coup » du Premier Mai après quelques cris sans portée, ils ne susciteront aucune action susceptible d'entraîner les masses.

D'ailleurs, en seraient-ils capables désormais? S'il est une démonstration qu'apporte ce Premier Mai, c'est bien celle de leur isolement. Le Parti est coupé des masses : ses mots d'ordre n'ont pas d'écho, ses chefs sont étrangers à la masse. Les arrestations scandaleuses de Chiappe n'ont pas provoqué de réaction. Sémard est bien forcé de le constater : « C'est un fait que la réaction du prolétariat parisien ne s'est pas manifestée par des démonstrations de masses... » (Humanité du 2 Mai.) Il eût été difficile de le nier, et si, comme le prétend toujours Sémard, la « volonté de lutte des ouvriers » est indiscutable, leur détachement à l'égard du Parti n'en est que plus significatif. La classe ouvrière parisienne, si prompt à prendre fait et cause quand on attaque les siens, n'a pas bougé. Les ouvriers qui, il y a quelques mois, ont frémé et se sont jetés dans la rue pour Sacco et Vanzetti, n'ont pas bronché quand les chefs du P. C. ont été arrêtés.

Le Premier Mai confirme le divorce du Parti avec les masses; il donne aussi à l'Opposition des devoirs plus lourds et de nouvelles responsabilités.

LES ELECTIONS MUNICIPALES

Les bureaucrates se consolent-ils avec les résultats du premier tour des élections municipales?

Dans l'ensemble, il apparaît aux premiers résultats que le Parti garde ses positions de 1925, mais il ne faut pas oublier que les élections municipales de 1925 avaient été pour lui un désastre. Rien d'étonnant même à ce que certains élus aient accru leur clientèle électorale.

Mais, dans l'ensemble, les mêmes méthodes ont donné les mêmes résultats. L'Humanité, interpellant les électeurs, leur suggérait : « Les 5 et 12 Mai, vous vous prononcerez pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Treint ne faisait pas mieux. Mais l'analogie ne s'arrête pas là : nous venons d'assister à la même ruée qu'en 1925 de fonctionnaires et de journalistes de l'Humanité vers les mandats municipaux...

La remarque que nous présentions il y a un an à propos des élections législatives reste d'actualité. Le Parti demeure un Parti électoral, mais son affaiblissement comme Parti Communiste « se marque dans la disproportion toujours plus grande entre le chiffre des électeurs du Parti et celui de ses cotisants », on peut même ajouter : entre le chiffre des électeurs et celui de ceux qu'il est susceptible d'entraîner à l'action.

Mais c'est seulement après le résultat du deuxième tour qu'il sera possible de juger les résultats de la tactique « Classe contre Classe »...

CONTRE LE COURANT.

Lisez

" LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE "

du 1^{er} Mai 1929

Vous y trouverez :

LES SIX ARTICLES DE TROTSKY
écrits pour la grande presse.

Les trois derniers sont inédits
Les autres n'ont paru en France
que par fragments.

Tous les Révolutionnaires
voudront lire cette remarquable
série :

le récit du bannissement,
les conclusions politiques,
les perspectives soviétiques.

Le 6^e Congrès du P. C. F.

**

S'il est encore dans le Parti Communiste des militants sincères qui ont foi dans un « redressement » interne du Parti, que ces militants se posent honnêtement cette question : Le 6^e Congrès du P. C. F. a-t-il été un congrès de redressement communiste? A-t-il marqué, de la part des dirigeants du Parti, une volonté quelconque de revenir à un régime sain dans le Parti, ce qui est la première condition pour un travail de redressement, c'est-à-dire pour rapprocher le Parti des masses dans une période où le regroupement actif de la classe ouvrière s'impose en prévision d'événements révolutionnaires, non pas imminents, mais inévitables dans un temps plus ou moins proche?

Mais aucun travail de redressement réel n'a été accompli par ce Congrès, qui, malgré sa durée, n'a été qu'un combat répugnant entre opportunistes.

Depuis que l'I. C. est devenue l'agence internationale de la politique thermidorienne des Staliniens, les méthodes de discussion qui ont déshonoré le Parti bolchevik après la mort de Lénine se sont implantées dans toutes ses sections nationales. Un Congrès du Parti, c'est aujourd'hui une formalité bureaucratique nécessaire pour redonner quelque prestige à des chefs sans éclat et sans valeur. C'est l'occasion aussi pour eux de vider en champ clos les vieilles querelles de bureaucrates à bureaucrates. Mais, qui se soucie des intérêts de la classe ouvrière parmi ces zélés serviteurs de telle ou telle coterie de l'I. C. classée droite ou centre, en rapport avec ses attaches avec telle classe de la nouvelle bourgeoisie russe, koulaks, nepmans ou fonctionnaires, tous à des titres différents et à des degrés divers, exploités de la classe ouvrière?

C'est pourquoi les représentants authentiques de la classe ouvrière, la gauche, écrasés, déportés ou exclus, disparaissent de plus en plus de la scène politique de l'I. C., pour faire place aux thermidoriens plus ou moins avoués, dont l'opportunisme vulgaire s'oppose violemment aux intérêts véritables de la classe ouvrière. Et cela à l'échelle mondiale. L'I. C. s'appuie sur la classe ouvrière mondiale, dont elle se prétend le guide, aux fins d'une politique thermidorienne en U. R. S. S.; comme la Social-démocratie, elle aussi cherche des bases dans la classe ouvrière aux fins d'une politique de collaboration avec la bourgeoisie américaine. Dans l'un et l'autre cas, les intérêts de la classe ouvrière sont partiellement défendus par l'Internationale réformiste ou par l'Internationale thermidorienne. Mais tous ses intérêts ne sont pas défendus; loin de là. Les plus graves questions qui se posent pour elle ne sont plus étudiées que sous un angle et d'un point de vue qui est le contraire d'un point de vue véritablement prolétarien : Ainsi la question de la rationalisation et de la radicalisation, celle des dangers de guerre.

Le 6^e Congrès du P. C. F. nous a donné une image très précise du degré de passivité politique, d'incompréhension des masses, et de routine bureaucratique, dans lequel est tombé notre Parti.

108 fonctionnaires du Parti ou des syndicats assistaient au Congrès, sur 272 délégués. C'est dire assez combien l'élément fonctionnaire a joué un rôle actif dans ces assises. Le mot d'ordre était, comme dans le Parti russe, l'auto-critique et les dangers de droite. Pour masquer leur Opportunisme, les Staliniens ne répugnent pas à la phrase gauche. Mais c'est pour mieux s'employer contre la gauche véritable. On feint de déployer des efforts colossaux pour se garder à droite, alors qu'on ouvre toutes grandes les barrières à l'opportunisme de droite, tandis qu'on tire à boulets rouges sur la gauche; que c'est la gauche seule qu'on vise à abattre. Qui peut croire encore aux phrases gauches de Cachin, de Sémard? Mais on s'en prend furieusement à Doriot, à Crozet, à Renaud-Jean, au bureau régional du Nord qu'on charge de tous les crimes de droite, cependant qu'aucun représentant de la gauche ne peut parvenir au Congrès, et pour cause!

Quel piteux étalage!

Trois grandes questions étaient à l'ordre du jour du Congrès :

La situation internationale, l'analyse de la situation mondiale.

La question française et la tactique du Parti. L'activité syndicale et les grèves.

On entendit comme rapporteurs sur ces trois points, et dans l'ordre, Frachon, nouvelle vedette du B. P., et nos deux vieux chevaux de retour Semard et Monmousseau. Quant à Cachin, on lui fit faire cavalier seul en le chargeant de rapporter sur le programme de l'I. C., ce qui n'alla pas sans quelque comique : « A certains moments, relata Cachin, la commission du programme prenait figure d'une grande université marxiste... » (Voir le compte rendu dans l'Humanité du 3 avril.)

Le rapport de Frachon ne nous apprit rien que nous ne connaissions déjà. Ce n'est certes pas l'originalité du point de vue de Frachon sur la « 3^e période », ou « le secteur socialiste » qui pouvait donner matière à une discussion digne de quelque intérêt.

Sémard se hasarda dans d'épineuses digressions d'économie politique. C'était un terrain bien mouvant.

« L'Economie française est une partie organique de l'Economie mondiale... », conclut brillamment le Secrétaire général du Parti communiste français sur ce premier point.

Cependant la conjoncture est bonne. Qu'en conclure? La bonne conjoncture ne signifie pas une amélioration durable du marché, mais, au contraire, que l'économie française est dans une im-